



MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE
ETUDES DIRIGEES.

L'AFRIQUE
SUBSAHARIENNE.

GROUPE D3

CBA ANGIBAUT

LCL ARNAUT

CDT BEGUIN

CF BEZOU

CBA de RAUCOURT

LCL MAUVE

LCL NASS

LCL OUATTARA

CDT QUATREFAGES

CDT RIO

MDP ROUANNET

CDT SERVOISE

CBA THIEBAULT

SYNTHESE DE L'ETUDE DIRIGEE

Par le Commandant SERVOISE.

-

-

-

Cette étude sur l'Afrique subsaharienne intervient à un moment stratégique. En effet une remise à plat de nos relations avec l'Afrique est en cours depuis trois ans.

C'est pour la France et l'Afrique, l'heure de la redéfinition des choix.

La disparition du bloc soviétique et de son influence sur le continent africain permet à la France de ne plus s'affirmer aussi nettement comme défenseur de l'occident dans cette partie du monde.

La France, si elle reste une puissance postcoloniale, montre sa volonté de réorganiser ses alliances et de réajuster ses moyens sur le continent.

D'autre part, l'Afrique traverse une période de crise majeure dont les événements les plus importants ont été la dévaluation du franc CFA, sous la pression de la France et du FMI, et la tragédie du Rwanda qui s'est révélé être un véritable piège.

Cette situation a créé les fondements de l'afro-pessimisme.

Mais en observant les indicateurs macro-économiques, il semble que la situation de certains pays de l'Afrique subsaharienne a tendance à s'améliorer.

Plusieurs pays présentent en effet un bilan économique tout à fait favorable : les bons élèves du FMI, comme l'Ouganda et le Burkina, et le géant africain qu'est l'Afrique du Sud.

L'apparition de pôles de développement, comme le Nigéria, et les résultats globalement positifs de la dévaluation des pays francophones, constituent les éléments d'un afro-optimisme.

Enfin, l'Afrique subsaharienne devient un théâtre laissé libre d'accès depuis la fin de la guerre froide. De nouveaux acteurs s'y profilent, de nouveaux enjeux apparaissent. Certains pays s'y implantent, d'autres se contentent d'y jouer un rôle perturbateur, comme la Libye ou l'Iran.

Au-delà de ces compositions, l'Afrique devra faire face à de nouvelles menaces qui sont, pour certaines des freins au développement économique, pour d'autres un risque de rupture de la cohésion sociale.



La France et l'Afrique à l'heure de la redéfinition des choix.

Au plan économique, la France reste un acteur de tout premier ordre en Afrique qui lui permet d'être présent sur la scène mondiale. En effet, l'Asie et l'Amérique latine émergent mais la France n'y occupe pas une place primordiale.

Il existe une zone monétaire unique en son genre : la zone franc, qui déborde la sphère des anciennes colonies et à laquelle la France compte étendre les critères du FMI et de la Banque mondiale.

Cette zone représente un espace privilégié d'échanges commerciaux et est l'une des plus dynamiques d'Afrique. Elle survivra à l'euro.

La France apporte l'essentiel de l'aide au développement, soit 30% de l'aide européenne, ce qui lui permet d'asseoir son rôle prépondérant au sein de la communauté mais devra craindre que les Etats-Unis en récupèrent les retombées économiques.

En effet, les Etats-Unis justifient leur diminution d'aide par des reprises de relations économiques, uniquement avec des pays à fort potentiel (Nigéria, RSA). Ils ne consacrent que 0,15% de leur PNB à l'aide au développement et les principaux bénéficiaires en sont l'Ethiopie, la RSA, l'Ouganda, le Rwanda, le Guana et le Liberia.

L'Afrique reste tributaire de cette aide, à tel point que certains pays que l'on croyait économiquement capables d'absorber les effets des ajustements structurels, ne se relèveraient pas si la France renonçait à leur tendre la main.

Partagée entre sa volonté d'aide et de coopération, et son interrogation face à la multiplication des crises, la France, qui accorde 70% de ses crédits de coopération à l'Afrique, considère encore celle-ci comme le seul continent qui lui permette d'être une grande puissance.

Des conflits frontaliers entre le Cameroun et le Nigeria, entre l'Erythrée et le Yémen dans les îles Hanish, et surtout les événements qui ont transformé le Zaïre en République démocratique du Congo laissant le pays très affaibli, ne créent pas les conditions les plus favorables à la stabilité du continent, donc à une implication massive de la France.

L'investissement en Afrique reste néanmoins important mais le commerce ne se fait plus avec les anciennes colonies. Les principaux partenaires sont désormais les grands pôles économiques en développement comme le Nigeria et l'Afrique du Sud, puis le Kenya et l'Angola. Le pré carré est préservé mais les échanges s'effectuent avec les pays émergents.

On observe que l'influence politique et diplomatique n'implique pas nécessairement de commerce économique important.

Même si le poids de l'économie africaine ne représente que 2% de l'économie mondiale, pour 10% de la population, le taux de rentabilité avec l'Afrique reste élevé. C'est pourquoi les intérêts économiques de la France en Afrique sont réels.

L'implantation française est forte, le nombre d'entreprises conséquent et les activités essentiellement tournées vers l'exploitation des ressources naturelles, notamment le pétrole, et les travaux publics.

La France cherche également à rassurer ses derniers fidèles africains en maintenant un ministère de la Coopération afin de donner un signal politique fort, même si la collaboration avec le ministère des Affaires étrangères s'avère parfois délicate.

La politique africaine est un exemple de continuité de la diplomatie française. Elle a toujours été sous le contrôle direct du Chef de l'Etat.

Elle cherche aujourd'hui de nouveaux terrains et de nouveaux modes d'action.

Dans le domaine politique et surtout en matière militaire, il est plus facile de comprendre le rôle particulier joué par la France. Si les opérations spectaculaires ne sont plus de mise, la France est la seule puissance coloniale à maintenir une véritable politique militaire.

L'approche française est de maintenir la sécurité en Afrique en prévenant les risques, favoriser la transition démocratique et éventuellement tenter de maîtriser les crises. Pour ce faire, elle a signé un certain nombre d'accord de défense dont 8 sont encore en vigueur (Sénégal, Côte d'Ivoire, Cameroun, Centrafrique, Gabon et Djibouti).

D'autre part, l'assistance militaire technique est encore un effort important consenti en Afrique (colonies sahariennes auxquelles se sont ajoutés le Zaïre, le Rwanda et le Burundi). Elle vise à renforcer les forces de sécurité intérieures et comprennent des missions d'accueil de renforts, de contrôle de ports et d'aéroports et d'aide aux ressortissants.

Enfin, les forces prépositionnées en Afrique constituent un réservoir d'environ 5000 hommes et sont disposées dans 5 pays, (Djibouti, Tchad, Gabon, Côte d'Ivoire et Sénégal). Le désengagement récent de la République Centrafricaine marque le début d'une diminution globale des effectifs en Afrique.

En effet, le nouvel axe de réflexion militaire aura comme composantes le coût, l'efficacité et une relative discrétion. La restructuration de l'armée française va se traduire par une réduction des effectifs prépositionnés, le renforcement de certaines plates-formes (Tchad, Gabon), une montée en puissance des compagnies tournantes et une meilleure synergie avec les coopérants militaires présents dans le pays.

La redéfinition des choix laisse l'impression que la France se retire. Elle a perdu la première position dans bien des domaines. L'Europe joue contre elle. La zone franc est menacée. La dévaluation, qui n'est pas mauvaise, a été perçue comme une trahison de la part de la France.

Le processus de démocratisation met notre pays dans une situation difficile. Le système Foccard est périmé. Il a conduit à la connivence avec certains pays en croissance économique mais en régression démocratique (élections truquées en Côte d'Ivoire).

Les réalités nouvelles ont impliqué la redéfinition des choix. Il est difficile de ne pas tenir compte de l'émergence de l'Afrique du Sud, de la recrudescence de l'anglophonie en Afrique, du triomphe de la démocratie à travers le monde pour élaborer des alliances politiques et économiques.

Un continent en crise : les fondements de l'afro-pessimisme.

L'Afrique est dans une situation où elle subit et tente de réagir. C'est le continent qui a le plus perdu avec la fin de la guerre froide, sur tous les plans (économiques, politiques et stratégiques).

Sur le plan économique, la tendance est l'arrêt progressif de l'aide bilatérale et son remplacement par l'investissement privé qui implique le profit.

La plupart des indicateurs économiques traduisent bien le fait que l'Afrique est à la traîne. Elle a du mal à sortir de la spirale du sous-développement.

En 1996, l'augmentation du PIB de la région a dépassé celui de la population, 34 pays ont amélioré leurs revenus par habitant, mais ces améliorations restent très fragiles. Le risque de renversement des tendances est présent.

La dépendance par rapport à l'aide extérieure reste forte dans des pays qui sont parmi les plus pauvres du monde (Mozambique). 218 millions d'africains vivent avec 1 dollar par jour.

Le troc et la contrebande, véritables économies parallèles, ont des effets désastreux sur les finances de certains pays, déjà soumis aux aléas de la météorologique et des cours des matières premières.

L'accaparement des richesses par les hommes au pouvoir, le gaspillage des fonds publics et la corruption dissolvent l'effet des aides et des tendances à la reprise économique.

La dette publique extérieure de 235 milliards de dollars est considérable : elle représente 400% des exportations. Autant dire qu'elle ne sera jamais officiellement remboursée.

Enfin, contrairement à l'Asie avec l'ASEAN et l'Amérique latine avec le MERCOSUR, l'Afrique ne dispose pas d'organisation économique suffisamment efficace pour assurer une réelle intégration régionale.

Les conflits africains, larvés ou ouverts, paraissent insolubles. Les influences et les luttes armées sont multiples et complexes (34 situations de conflits en Afrique).

Il existe des contentieux territoriaux, des rivalités ethniques, des intérêts économiques énormes (pétrole, diamants, émeraudes).

Les conflits sont les séquelles de la guerre froide. Certains pays ont été hyperarmés. Les localisations mafieuses qui pillent et rackettent, les syndromes ethniques et les phénomènes de sécession, les guerres de religion (Soudan) et les contentieux territoriaux (Erythrée, Yémen, Somalie, Ouganda, Tanzanie, Rwanda, Cameroun), s'interpénètrent.

L'avenir est porteur de nouveaux profils de conflictualités.

L'urbanisation effrénée (35% des populations africaines seront urbaines au siècle prochain) déplacera les conflits au sein même de cités surpeuplées.

Ensuite la drogue, qui est le moyen privilégié de financement des groupes armés (Afrique du Sud : deuxième producteur mondial de haschich), favorise la dérive de la criminalité et la prolifération du banditisme.

Au Libéria, une lutte d'influence régionale débouche sur la prise de contrôle de gisements de diamants que le gouvernement défend en recourant aux mercenaires sud-africains. Cet exemple montre que les nouveaux conflits sont financés par la drogue et se privatisent, ajoutant à la complexité de la situation initiale.

En Afrique, les forces de sécurité, souvent mal payées, mal équipées et mal formées, ont tendance à se payer sur le consommateur.

Le seul recours des sociétés étrangères pour défendre leurs implantations est souvent le mercenariat. L'utilisation de ce type de personnels met en évidence des dangers liés aux idéologies fascistes, aux trafics d'armes et de stupéfiants.

En Afrique se développent de nouveaux acteurs des crises.

La logique religieuse prend de l'importance et la ligne de fracture entre l'Islam et les chrétiens descend dans l'Afrique Centrale, donnant naissance à des guérillas islamistes. L'ingérence des Etats développe une polémique conflictuelle entre voisins. Elle se justifie par le soutien de l'Islam, dont le Soudan est la plaque tournante, ou pour faire intervenir des organisations humanitaires, sources de profits et de prédation pour les mafias locales.

Les nouveaux producteurs du marché militaire trouvent dans le continent africain un formidable terrain de vente d'armes qui produit une fragmentation des crises et une explosion de la violence.

L'afro-optimisme est-il possible ?

Les chiffres que l'on donne pour caractériser l'état de l'Afrique sont soumis à caution. En effet il existe peu de recensements dans ces pays, peu d'études ou difficilement réalisables. Il faut donc rester extrêmement prudent.

On dit volontiers que l'Afrique ne rapporte rien. Or on obtient plus de retour que l'investissement initial. La dette a été payée plusieurs fois et ne sera pas remboursée.

L'explosion démographique existe mais les phénomènes migratoires sont avant tout internes à l'Afrique et ont même encouragé une certaine intégration régionale.

Ceci montre déjà qu'il existe sur l'Afrique des contre vérités ou des mythes tenaces.

L'Afrique économique est plurielle : celle du pétrole, des minerais, de la forêt.

Les pôles de développement en Afrique sont bien réels.

Le golfe de Guinée est l'Afrique du pétrole, le Tchad révèle d'énormes potentialités. L'Afrique centrale possède un sous-sol très riche en minéraux rares et stratégiques.

La zone franc est en pleine croissance économique. Les effets inflationnistes y sont limités, les agriculteurs ont accru leur production (café, coton, cacao, cultures maraîchères) et leur revenu grâce à la baisse des importations et à la hausse des exportations. Certaines industries locales, redevenues compétitives, renaissent.

Le Nigeria, malgré les incertitudes politiques, continue d'attirer les investisseurs étrangers. L'Afrique du Sud se développe et la vigueur des exportations non aurifères ainsi que le ralentissement de la croissance des importations limiteront le déficit de la balance des paiements.

Il ne faut donc pas dire que l'Afrique ne se développera pas. Une Afrique moderne est en train d'apparaître. Les vraies réformes ne doivent pas être des réformes de structures du passé. Elles doivent s'accompagner de changements de mentalités comme celle qui concerne l'emploi des aides, qui prend une autre direction. Elles servaient à payer les dysfonctionnements publics mais ne préparaient pas l'avenir. Elles ont aujourd'hui tendance à diminuer et s'accompagnent d'ajustements structurels.

Les raisons d'afro-optimisme sont aussi politiques.

Les thèses qui prévalaient laissaient entendre que l'Afrique n'a aucun code culturaliste de la démocratie, qu'on ne peut pas développer la démocratie dans un développementalisme, c'est à dire dans des pays où vivent 58% d'analphabètes.

Mais à partir d'un invariant, il y a des variantes : le cas de la Namibie et du Botswana qui sont de véritables démocraties, du Bénin ou du Mali.

Il reste, bien sûr, des démocraties où il n'existe qu'un seul parti politique.

Au Sénégal, le tripartisme a fait place à une situation de partis multiples qui ont émietté l'opposition. C'est un exemple de travers dans lequel la démocratisation peut également tomber.

Un autre pilier de développement en Afrique est la fin de l'Apartheid. L'ANC, quand il a pris le pouvoir, a accepté le principe de libéralisme, avec une égalité des blancs et des noirs. La croissance économique qui en découle profite à l'ensemble de l'Afrique australe, notamment le Mozambique, et les grands trusts sud-africains n'ont pas qu'une influence en Afrique mais dans le monde entier.

Une ombre persiste néanmoins, celle du surcoût par absence de moyen de transports maritimes et aériens et un coût de la main d'oeuvre, plutôt plus chère à qualification égale qu'en Asie.

Nouveaux acteurs, nouveaux enjeux, nouvelles menaces.

Les Etats-Unis s'intéressent à l'Afrique, et plus particulièrement à l'Afrique du pétrole. On observe une offensive importante au Gabon. Ce pays, ainsi que le Cameroun deviennent des points de friction avec les sociétés américaines.

Un autre intervenant remarqué en Afrique est Taiwan, qui veut être un état comme les autres et qui frappe avec insistance à la porte de l'ONU. Le Burkina a rompu ses relations diplomatiques avec Pékin, et entreprend des relations avec Taiwan. Même démarche avec le Tchad. En définitive, Taiwan essaye d'acheter des clients qui voteront pour lui aux Nations Unies.

La Malaisie s'offre le bois d'Afrique équatoriale, alors que les japonais voient l'Afrique comme un lieu de production pour une économie délocalisée à la main d'oeuvre bon marché.

Les diasporas représentent également des facteurs dynamisants : les chinois sont implantés en Afrique de l'Est, les Indiens en Afrique du Sud, les libano-syriens en Afrique de l'ouest.

Il apparaît clairement que des pays qui n'avaient pas d'histoire, pas de culture en Afrique, y interviennent malgré tout économiquement.

D'autres pays ont une vision plus large de l'Afrique. L'intérêt récent de l'Iran vise trois objectifs : s'affirmer parmi les grands, y contrer la propagande occidentale et bien sûr faire du commerce. Il s'agit pour l'Iran de concilier combat idéologique et logique commerciale, ce qui implique d'avoir des partenaires très différents.

L'Afrique subsaharienne, sous sa pression démographique, n'a d'avenir que dans le développement économique. Tout facteur qui peut entraver ou détourner ce développement constitue une véritable menace à moyen ou long terme. Dans cette optique on peut distinguer deux groupes de nouvelles menaces. Celles qui s'opposent au développement économique, et celles qui menaçant le tissu social et sa cohésion, attaquant les fondements même de la société africaine future.

Les principaux freins au développement sont l'instabilité, les nouveaux pays qui drainent les aides et les investissements, la fuite des étudiants, l'aide humanitaire inadaptée et la criminalité organisée.

Concernant les menaces à la cohésion sociale, le SIDA est le fléau qui laissera les marques les plus profondes. On parle d'espairs thérapeutiques récents dans les pays industrialisés, mais l'épidémie ne cesse de progresser, notamment en Afrique qui comptera en l'an 2000, 10 millions d'adultes infectés. Or la plupart des malades n'ont pas accès aux médicaments utilisés pour le traitement des maladies associées au SIDA, encore moins aux traitements antiviraux dont les coûts représentent jusqu'à 2000 fois les dépenses annuelles publiques par individu.

L'impact est réel : la disparition de jeunes adultes a des conséquences désastreuses sur les familles africaines (plus de 10 millions d'orphelins d'ici l'an 2000), mais également sur les économies (perte de main d'oeuvre, coût important pour la seule prévention de la maladie).

D'autres menaces, comme la diffusion croissante des médias montrant l'opulence occidentale, la baisse du niveau d'alphabétisation des populations et la recrudescence de la toxicomanie, sont à prendre largement en compte.



Le grand défi de l'Afrique subsaharienne pour les prochaines années sera la reconstruction de l'Afrique centrale, rendue exsangue par une succession de guerres.

L'attention se portera sur les élections prochaines au Nigeria, où le général Abacha veut garder le pouvoir, et en Afrique du Sud, sur fond de malaise social, pour la dernière année de présidence de Mandela.

Mais les retombées de la récente crise financière en Asie risque, à terme, de freiner, voire de réduire à néant, les efforts désespérés de pays qui ont vu le cours de leurs matières premières chuter régulièrement depuis plusieurs mois.

L'Afrique subsaharienne possède des pôles de développement économiques aux grandes potentialités, mais les progrès accomplis restent fragiles. La démographie mal maîtrisée et le sous-développement sont encore des données essentielles de l'Afrique.

La progression de la démocratie est lente. Espoir ou illusion du début de la décennie, elle devra s'imposer pour assurer les alternances nécessaires au recul de l'afropessimisme.

Mais beaucoup reste à faire...



-

COMPTE RENDU DE LA PREMIERE SEANCE DE L'ETUDE DIRIGEE

du vendredi 5 décembre 1997.

par le Commandant QUATREFAGES.

Après une brève présentation, par le Commandant SERVOISE, de M. Chaigneau, directeur de l'étude dirigée, ce dernier a redéfini l'objet des séances qui s'articulent en quatre thèmes.

Puis il est revenu sur le mode opératoire de chaque séance qu'il souhaite les plus interactives possibles par :

- interventions et implications des stagiaires par des exposés liminaires,
- interventions de personnalités extérieures.

Pour la première séance interviendront M. DABEZIES (ex ambassadeur de France au Gabon, Professeur à l'Université de Paris 1, membre du conseil supérieur de la Magistrature) et le Colonel RONDE du CMIDOM (Centre Militaire de Documentation et d'Information sur l'Outre mer).

Vu ces impedimenta, M. Chaigneau est entré dans le vif du sujet en introduisant la première séance :

" La France et l'Afrique à l'heure de la redéfinition des choix ".



Introduction.

L'Afrique vit une période de crise majeure qui s'est notamment révélée en 1994 par la dévaluation du franc CFA, ou plus dramatiquement par la tragédie ruandaise.

Dans ce contexte, la France profile à nouveau complètement sa politique africaine. Quels en sont les tenants et les aboutissants ?

1 - Le constat : La France est un acteur majeur en Afrique.

Certains facteurs sont des signes tangibles qui soulignent l'implication de la France en Afrique.

- La zone franc existe et perdurera.
- Il existe en France un ministère de la coopération.
- Financièrement la France s'implique lourdement en Afrique.

Ainsi plus de 30% de ses investissements à l'étranger se font en Afrique subsaharienne. Par comparaison, ses partenaires européens sont tous passés sous la barre des 5%.

Le Commandant de RAUCOURT développe le volet économique (§1 de l'annexe 1).

Replacées dans un contexte général, les relations entre la France et l'Afrique subsaharienne sont particulièrement atypiques. Ainsi, la diplomatie française qui habituellement est du ressort du Quai d'Orsay reste en la matière un domaine réservé du Président de la République).

De même, les liens militaires sont sans équivalents sur un autre continent (prépositionnements, accords de défense...). Anecdote intéressante, le seul hôpital militaire français à l'étranger se trouve en Afrique (Djibouti).

Ces deux derniers points sont repris par le Commandant SERVOISE (§2 de l'annexe 1) puis le Lieutenant-colonel MAUVE (§3 de l'annexe 1).

2 - Pourquoi la France est-elle une puissance ?

Les raisons historiques et géographiques sont supposées connues.

Quant aux raisons économiques, il convient d'y revenir.

Un bilan des flux financiers montre qu'1 franc français investi en Afrique en rapporte 1,2 (24 MdF d'excédent commercial en 1997). Ce fort taux de rentabilité permet de conclure que l'Afrique est " juteuse ".

Elle est également rentable d'un point de vue politique par le jeu du clientélisme. En effet, la France a une vision politique globale. A cette fin elle cherche en permanence à asseoir et à conforter son audience internationale.

Des exemples récents montrent que des soutiens peuvent, sinon s'acheter, du moins se négocier dans de grandes organisations internationales avec à la clé d'intéressantes retombées économiques.

Pour la défense de ses intérêts, l'Afrique est un pré carré que la France doit conserver.

3 - Mais il y a de fortes contradictions.

Force est de constater qu'il y a un réel décalage entre la zone africaine d'influence économique et celle diplomatique.

Corollaire : il faut repositionner notre politique africaine. La stratégie consiste à conserver le pré carré tout en investissant dans les pays émergents (Afrique du Sud, Nigéria...).

Conclusion.

La vision de R. ARON, dont M. CHAIGNEAU a été l'assistant, est d'une rare pertinence puisqu'en 1976 il voyait déjà qu'en période éventuelle de post communisme, la France n'aurait que deux zones d'influence possibles : la Méditerranée et l'Afrique.

Le débat a été poursuivi de façon plus libre (§4 de l'annexe 1) autour des deux intervenants qui en ont profité pour faire part de leur expérience professionnelle originale.



COMPTE RENDU DE LA DEUXIEME SEANCE DE L'ETUDE DIRIGEE

du vendredi 12 décembre 1997.

par le Lieutenant-colonel NASS.

La séance de la deuxième étude dirigée était consacrée aux fondements de l'afropessimisme.

Outre M. CHAIGNEAU, trois autres intervenants se sont exprimés sur le sujet, le tout complété par trois exposés de stagiaires.

Comparée aux autres séances du cycle, celle-ci a été décevante, ne permettant pas d'approfondir la question. Les exposés des intervenants, rarement situés au bon niveau, se sont limités à un rappel de phénomènes connus. Même les réponses aux questions des stagiaires n'ont pas toujours permis de faire avancer la réflexion.

Hormis les exposés, soigneusement préparés, seule l'intervention de M. CHAIGNEAU s'est avérée intéressante, comme à l'accoutumée.



Introduction.

- Le constat de l'après guerre froide.

Illustrant ses propos par des chiffres, M. CHAIGNEAU a démontré que l'Afrique est le continent qui a le plus perdu avec la fin de la guerre froide, sur tous les plans (économique, politique et stratégique).

Il a ensuite, pays par pays, effectué un bilan des tensions actuelles, relevant le jeu complexe des Etats-Unis au Sahara occidental, en Ouganda et en Ethiopie face au Soudan. S'attardant sur la région des Grands Lacs, il a également parlé du rôle croissant de l'Afrique du Sud dans la recomposition régionale.

Evoquant enfin le rôle de la France, stabilisateur dans la corne de l'Afrique, en repli " tactique " au Congo pour ne pas compromettre ses positions ailleurs, M. CHAIGNEAU a recensé 34 situations polémogènes, en insistant sur l'importance grandissante des enjeux pétroliers (Golfe de Guinée).

- Typologie des conflits et ouverture sur les nouvelles menaces.

M. CHAIGNEAU a ensuite caractérisé les conflits potentiels ou latents en s'appuyant sur des exemples précis. Qu'il s'agisse de conflits ethniques et/ou religieux, de contentieux territoriaux qui provoquent la remise en cause des frontières " coloniales ", le constat est préoccupant, chaque acteur régional ayant plusieurs bonnes raisons de faire la guerre à ses voisins.

L'arc de crise majeur remonte le Congo d'ouest en est vers les Grands Lacs et recoupe un axe Nord-Sud comprenant l'Egypte, le Soudan, l'Ouganda,...

L'avenir est en outre porteur de nouvelles menaces avec des risques de déstabilisation liés d'abord à l'urbanisation effrénée (35% des populations africaines seront urbaines au siècle prochain). Ce phénomène transforme radicalement la

nature des conflits à venir, qui se développent désormais en zones urbanisées densément peuplées (exemple : Brazzaville en 1997).

C'est ensuite la drogue, moyen privilégié de financement des groupes armés (l'Afrique du Sud est devenue le 2^{ième} producteur mondial de haschich), qui favorise le recours au banditisme (Sierra Leone, Libéria, etc.), avec comme corollaire la " privatisation " de la guerre (développement de milices, mercenaires, mafias privées, etc.).

M. CHAIGNEAU a ensuite chargé le Lieutenant-colonel ARNAUT d'établir une " chronologie des principaux conflits depuis les indépendances ". Celui ci a démontré qu'en Afrique, depuis la décolonisation, la guerre est un phénomène continu, affectant toutes les régions. Cette conflictualité endémique met souvent en relief des constantes connues (rivalités ethniques, etc.).

1 - La dimension économique de la crise africaine.

Monsieur l'Ambassadeur THEYSSET a évoqué la spirale de sous-développement dans laquelle l'Afrique s'enfoncé depuis la décolonisation, et ses raisons.

La situation serait bien pire si l'économie souterraine, très développée, n'en limitait les effets. Dans ce contexte, l'aide internationale est peu efficace car orientée vers du court terme non productif (paiement des fonctionnaires, soutien à une ethnie dirigeante, etc.). Elle est d'ailleurs en forte baisse depuis 1995, les donateurs, lassés, préférant privilégier l'aide à l'ajustement.

L'aide privée (ONG) s'est également réduite et se réoriente vers des projets ponctuels utiles de peu d'ampleur (communauté villageoise par exemple), sans cohérence globale.

La menace majeure vient du fait qu'en l'absence d'aide financière suffisante, les acteurs africains sont tentés de se tourner vers les trafics qui génèrent des profits rapides.

Après cette intervention, le Capitaine de frégate BEZOU s'est attaché à faire une comparaison macro-économique des performances de l'Afrique par rapport à l'Asie et à l'Amérique latine. L'exposé, court et intéressant, a fait ressortir que la dette de l'Afrique est proprement insolvable (elle représente quatre années d'exportations), que l'Afrique n'existe pas sur les marchés mondiaux malgré le potentiel de son sous-sol. Cette situation ne va pas s'améliorer dans l'immédiat car le continent n'a développé aucun marché intérieur et l'intégration régionale est inexistante.

2 - Les problèmes actuels de l'Afrique : démocratisation heurtée et conflits.

Le Professeur TSHIYEMBE de l'Université de Kinshasa, Directeur de l'Institut Panafricain de géopolitique, après un long rappel sur le concept de démocratie et son application laborieuse dans les sociétés africaines, a conclu en demandant que les critères retenus pour définir la démocratie en Afrique tiennent compte des spécificités locales. D'autant que cette notion est d'application récente sur le continent. On peut donc excuser ou comprendre les échecs qui se produisent dans des pays sans aucune expérience dans ce domaine.

En guise d'illustration, le Chef de bataillon THIEBAUT a, dans son exposé, développé une typologie des principales crises survenues en Afrique au cours des cinq dernières années (conquête du Zaïre exclue). Il a fait ressortir la récurrence de logiques anciennes (conflits religieux, identitaires), le recours croissant à l'ingérence dans les affaires des voisins, attitude potentiellement très déstabilisante.

A ces logiques il faut ajouter de nouveaux phénomènes dont on mesure encore mal les effets pervers : recours à l'humanitaire comme alibi de bonne conscience ou ersatz de politique étrangère, développement de mafias transnationales, collusion de réseaux d'intérêts qui mêlent mercenaires et trafics d'armes, etc.

L'avenir est à la fragmentation territoriale des crises et à l'explosion de la violence urbaine.

Pour conclure, le Colonel GAY du CMIDOM (Centre Militaire d'Information et de Documentation sur l'Outre-Mer) a fait un rappel simpliste de la situation zaïroise, se refusant à préciser le rôle de la France dans cette crise.

Les apports de cette séance, en terme d'éléments de compréhension des situations africaines, ont été beaucoup moins importants que lors des autres séances du cycle. Comme d'habitude cependant avec M. CHAIGNEAU, il nous a été possible de poser toutes les questions voulues, dans une ambiance exempte de tout formalisme excessif.



COMPTE RENDU DE LA TROISIEME SEANCE DE L'ETUDE DIRIGEE

du mercredi 17 décembre 1997.

par le Capitaine de frégate BEZOU.

Le thème de cette séance était " L'afro-optimisme " est -il possible ?

La séance s'est déroulée selon le plan suivant :

- Quelques rappels sur l'Afrique,
- Les pôles de croissance (Professeur F. GAULME).
- L'Afrique du Sud,
- Un autre géant : le Nigéria (exposé du Chef de bataillon ANGIBAULT).
- La zone " Franc " (exposé du Commandant BEGUIN).



Introduction.

Dans cette introduction, M. CHAIGNEAU a fait le point sur un certain nombre de mythes et de réalités.

Sur le plan économique.

- Les chiffres publiés par les organismes internationaux (FMI, Banque Mondiale), sont très pessimistes, mais ils ne reflètent pas la réalité.

En effet, les chiffres officiels sont faux car ils ne prennent pas en compte la part importante de l'économie parallèle. Celle-ci est estimée à 30% dans l'économie de l'Afrique du Sud.

- L'Afrique est rentable : environ 1,20 F de retour pour un franc investi.

- Les flux migratoires restent essentiellement internes à l'Afrique et ont encouragé une certaine intégration régionale.

- L'Afrique économique est plurielle : l'Afrique du pétrole, l'Afrique des minerais, l'Afrique forestière.

- Le continent connaît quelques pôles de développement réels.

- Les USA considèrent que l'Afrique possède de réelles potentialités et qu'il y existe des zones propices au décollage économique.

Sur le plan politique.

Depuis des années s'affrontent deux thèses qui affirment l'inadaptation du régime démocratique au contexte africain.

Selon la thèse culturaliste le pouvoir ne se partage pas, le consensus est la règle (la palabre). La loi de la majorité n'est pas habituelle donc la démocratie n'est pas un régime adapté.

D'après la thèse développementaliste, la démocratie ne peut pas exister dans les pays sous-développés.

En fait, la démocratie existe et fonctionne dans certains pays : La Namibie, le Botswana, l'Afrique du Sud. Elle fonctionne sous des modes adaptés.

1 - Les pôles de croissance. Intervention du Professeur F. GAULME.

L'Afro-pessimisme reste de mise en France alors que l'Afrique prend conscience de certaines de ses potentialités, malgré les troubles qui la secouent, notamment en Afrique centrale.

Pour certains dirigeants africains, le continent est entré dans une phase de renaissance. Cette renaissance résulte de trois causes principales :

- La fin de la domination blanche, avec la fin de l'apartheid,
- La fin de l'affrontement est-ouest,
- vers l'économie de marché.

La France a des difficultés pour s'adapter à cette nouvelle donne. En effet, il existe un décalage important entre la vision économique française et la vision américaine. La France prône pour un certain niveau d'intervention de l'Etat, en particulier au niveau de l'économie productive, alors que la tendance est à l'ouverture à l'économie de marché.

A court terme, la situation du continent restera sans doute difficile, mais à plus long terme, l'avenir semble plus prometteur.

L'Afrique s'ouvre sur le monde, comme en témoigne la montée du nombre et du niveau des étudiants africains.

Sur le plan économique, le constat n'est guère brillant : la part de l'Afrique subsaharienne dans le commerce mondial est faible et le continent connaît un recul économique relatif depuis les années 1960. Enfin, la croissance démographique est plus forte que la croissance des PIB.

malgré cela, le continent voit l'émergence de réels pôles de développement.

Le principal pôle est l'Afrique du Sud (RSA), qui représente 4/5 de l'économie moderne de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne. La RSA constitue un pôle de prospérité régionale qui profite aux pays voisins. Le nombre de 52 sociétés sud-africaines cotées à Wall Street traduit la place de ce pays dans l'économie mondiale.

Le Nigéria constitue le second pôle de développement. Il s'agit du pôle de l'Afrique de l'ouest qui s'appuie sur la zone " Franc ". D'ailleurs, cette partie de l'Afrique va dans le sens de l'intégration régionale grandissante.

Néanmoins, une zone reste inquiétante : l'Afrique équatoriale.

La situation est préoccupante car si elle venait à dégénérer, elle pourrait avoir des répercussions sur l'Afrique australe. L'ex-Zaïre constitue un terrain de rivalité entre l'Ouganda et le Rwanda d'une part et l'Angola d'autre part. Ce dernier pays veut s'affirmer comme la puissance régionale, en s'appuyant sur son organisation étatique et ses ressources financières issues des revenus du pétrole.

En conclusion il faut retenir que le pôle de développement du continent est la RSA. Ainsi, le port de Maputo constitue de fait son port septentrional.

2 - L'Afrique du Sud.

Un pays atypique.

L'Afrique du Sud est un géant africain mais un nain mondial. Si elle représente 50% du potentiel économique du continent, son PIB équivaut seulement à un treizième de la richesse française.

Il s'agit d'un pays contrasté où les centres urbains très modernes côtoient la savane et l'Afrique primitive.

L'Afrique du Sud est également une véritable mosaïque ethnique, où foisonnent les antagonismes.

Le premier antagonisme est celui des blancs contre les blancs, en particulier celui des Anglais contre les Boers, qui s'est manifesté dès le siècle dernier et dont le symbole reste " le grand Treck ". Mais il s'agit aujourd'hui d'un antagonisme anachronique car la place des blancs est en net recul. En effet, les blancs connaissent une certaine éviction du circuit économique, du fait de " l'affirmative action " qui est mise en oeuvre dans le pays.

L'antagonisme le plus meurtrier est celui qui existe entre noirs, notamment entre Xhosas et Zoulous. La rivalité entre ces deux ethnies a été aggravée par le fait que les Xhosas constituent le fondement de l'ANC (African National Congress).

Enfin, les Métis occupent une place importante. Ils sont 3 à 5 millions et représentent une forte proportion de la population du Cap. Ils apportent leur soutien au parti national.

Une transition démocratique réussie.

Cette transition s'est faite essentiellement avant l'avènement de Nelson MENDELA. La suppression de l'apartheid est le fruit d'un constat réaliste de la part des dirigeants de l'époque : l'évolution démographique était totalement défavorable aux blancs et aurait débouché à terme sur une explosion sanglante.

Frédéric de KLERK a consenti à perdre son pouvoir pour permettre une véritable transition.

L'habileté du président MENDELA a permis l'adoption d'une constitution équilibrée : le pouvoir des provinces contrebalance le pouvoir central. Par ailleurs, les pouvoirs provinciaux ont été répartis entre les différentes communautés : province du Cap pour les blancs, Natal pour les Zoulous, les sept autres provinces ont été dévolues à l'ANC. La mise en place de la commission " Réconciliation et vérité ", du vivant du président MANDELA, permet de purger les haines engendrées par les excès de l'apartheid à un moment favorable, car le prestige du président évite les dérapages.

Sur le plan économique, le président MANDELA s'est montré très réaliste et a refusé la démagogie, afin de ne pas engendrer une fuite des capitaux.

Enfin, cette transition a pu se faire grâce à un environnement relativement favorable avec la stabilisation de la situation politique des pays de la zone en particulier le Mozambique et l'Angola.

Des facteurs d'incertitude.

Malgré cette évolution positive de l'Afrique du Sud, les facteurs d'incertitude qui pèsent sur son avenir sont nombreux.

Malgré les performances honorables de l'économie, beaucoup d'espoir sont déçus. Le niveau de vie de la plupart des sud-africains ne s'est pas amélioré. La forte croissance démographique constitue en effet un frein à son amélioration significative. La situation économique connaît certains facteurs de fragilité. Il existe un risque non négligeable de voir les grands groupes retirer leurs investissements. Enfin, une récession qui n'est pas impossible à plus ou moins court terme, engendrerait une situation sociale insupportable.

Dans ce contexte, la RSA voit l'insécurité se développer de façon inquiétante.

La violence entre communautés ethniques explose littéralement, tandis que certaines villes deviennent dangereuses, à l'instar de Johannesburg.

La RSA est devenue le troisième producteur de cannabis mondial et une plaque tournante du trafic.

Enfin, l'ère " MANDELA " touche à sa fin. Le risque de voir fleurir le populisme et les revanchards n'est pas négligeable. On peut s'inquiéter sur les réelles capacités de Monsieur Tabho MBEKI, le successeur désigné, à être à la hauteur de sa tâche.



COMPTE RENDU DE LA QUATRIEME SEANCE DE L'ETUDE DIRIGEE

du vendredi 19 décembre 1997.

par le Chef de bataillon ANGIBAUT.

Toujours animée par M. CHAIGNEAU, cette dernière séance d'étude dirigée sur l'Afrique subsaharienne avait pour thème :

" les nouveaux acteurs et les nouveaux enjeux ".

Trois points ont été abordés :

- la nouvelle politique africaine des Etats-Unis,
- les acteurs asiatiques en Afrique,

- l'Afrique pétrolière.

Ce dernier point a été traité par M. J. NEAU, dirigeant d'une société de consultants sur l'Afrique, qui fut par ailleurs Colonel dans l'Armée de terre et a servi principalement sur le continent noir. Il a complété son propos sur l'Afrique pétrolière par une rapide information sur un acteur très particulier constitué par les sociétés de mercenariat.



1 - La nouvelle politique africaine des Etats-Unis.

Longtemps géré comme un terrain d'affrontement de la guerre froide, les Etats-Unis ont redéfini leur politique à l'égard de ce continent. Mais ce n'est pas une, mais plusieurs politiques africaines qui ont cours, chacune étant menée par un groupe de pression ou d'intérêts particuliers. L'état fédéral se contente uniquement dans ce contexte de coordonner ces politiques ou de les favoriser. A ce titre, des aides bilatérales sont pratiquées. Mais il ne faut pas omettre non plus que les Etats-Unis contrôlent entièrement le Fonds Monétaire International (FMI) puisqu'ils y possèdent une majorité de blocage. Ils peuvent ainsi fortement exercer leur volonté sur un pays structurellement dépendant de cet organisme.

C'est bien évidemment dans le domaine de l'énergie et des matières premières que se focalisent ces politiques américaines, sur ce qu'ils qualifient d' " Afrique utile ". Elle couvre principalement dans le domaine des matières énergétiques le golfe de Guinée, le Tchad, le Somaliland, et l'ex-Zaïre. Pour les matières premières, c'est bien entendu la République Sud Africaine (RSA) qui monopolise leurs intérêts.

En somme, les Etats-Unis n'ont pas de véritable politique africaine. Il s'agit plutôt de la résultante de nombreuses politiques particulières guidées essentiellement par des intérêts économiques, souvent aidées par l'état fédéral au travers d'organismes internationaux ou des aides.

Il doit être noté ici que ces intérêts entrent en concurrence avec ceux de la France. Ainsi des zones potentielles de friction se dessinent, au Gabon et au Cameroun par exemple.

2 - Les acteurs asiatiques en Afrique.

Champ de compétition ouvert depuis la fin de l'affrontement bipolaire, l'Asie veut affirmer sa puissance sur le continent noir, soit par des intérêts diplomatiques, soit par des intérêts économiques.

En effet, la République Populaire de Chine (RPC) et Taïwan s'affrontent diplomatiquement sur le théâtre africain, Taïwan cherchant à gagner des amitiés fortement utiles à l'assemblée générale de l'ONU pour sa réintégration dans cette assemblée, alors que Pékin n'entend pas voir émerger une autre Chine. Ainsi la RPC investit au Niger, au Liberia, en RCA ou à Madagascar en réaction aux offensives diplomatiques de Taïwan. A l'inverse, Taïwan échange reconnaissance diplomatique contre aides financières ou services gratuits, au Tchad ou au Burkina Faso par exemple.

Les autres acteurs asiatiques sont surtout présents dans le domaine économique. Par ordre d'importance, c'est d'abord la Corée du sud qui se montre omniprésente, puis le Japon avec des délocalisations (surtout dans le domaine automobile) et des investissements productifs massifs, et enfin la Malaisie qui cherche à obtenir des concessions pour l'exploitation des forêts équatoriales, les siennes étant quasiment détruites, soit par une utilisation intensive, soit par des incendies.

Il faut souligner par ailleurs le rôle secondaire des diasporas chinoises, indiennes ou pakistanaises, qui sont autant de têtes de pont sur le continent africain.

En fait, l'Asie s'affirme en Afrique par sa participation à une bataille diplomatique particulière entre la RPC et Taïwan, ou à une bataille globale au niveau économique.

3 - L'Afrique pétrolière.

L'Afrique représente 11% de la production globale de pétrole et renferme des réserves considérables. A terme, avec les progrès de l'exploitation en eaux profondes, elle pourrait constituer un réservoir mondial de première importance. Il est à noter que 60% du pétrole français provient du golfe de Guinée. C'est dans cet environnement que se situe la pugnacité américaine à prendre pied en Afrique. En effet, la situation géopolitique dans le golfe persique suscite des inquiétudes quant à

la disponibilité des réserves énergétiques. Ainsi, une diversification des approvisionnements, en s'appuyant essentiellement sur le golfe de Guinée, offrirait aux américains une bonne opportunité. On observe par exemple un projet américain d'installation d'une base logistique sur l'île de Principe, au large du golfe de Guinée, avec 7000 coopérants à temps plein. Par ailleurs, hormis le pétrole, le sous-sol africain renferme de nombreux métaux rares qui constituent des matériaux stratégiques dans les industries de haute technologie (avionique, informatique, aciers spéciaux, ...).

En somme, les américains mettent désormais en oeuvre un ensemble de politiques visant à prendre pied dans l' " Afrique utile " constituée par les pays renfermant des ressources énergétiques ou des matériaux stratégiques. C'est surtout le golfe de Guinée et la RSA qui retiennent leur attention. Par ailleurs, on note une présence asiatique de plus en plus importante au plan économique.

Intervenant dans une zone traditionnellement d'influence française, ces politiques sont de fait concurrentes avec les intérêts français. Enfin, il convient de noter la présence d'un acteur très actif mais ne relevant pas directement d'intérêts étatiques. Il s'agit des sociétés de mercenaires, qui loin d'agir de manière épisodique et désordonnée, constituent dorénavant de véritables sociétés de service au profit de particuliers (entreprises) ou de gouvernements. Bien que privées, elles dépendent cependant toutes d'intérêts anglo-saxons, comme par exemple l' " executive outcome ". On ne peut donc s'empêcher de penser qu'elles participent à une stratégie globale de contrôle des matières premières de l' " Afrique utile ".

1 - Plan de présentation du Chef de bataillon de RAUCOURT :

" Les intérêts économiques de la France en Afrique subsaharienne ".

Introduction :

Il est souvent question des intérêts politiques de la France mais beaucoup moins des intérêts économiques. C'est pourquoi, on est en droit de se demander si la France a bien des intérêts économiques sur ce continent.

Trois raisons majeures permettent d'affirmer que oui.

✧ **L'Afrique subsaharienne : zone d'intérêt ancienne et privilégiée.**

La France bénéficie en Afrique d'une zone d'influence traditionnelle qui se décline en trois sphères possibles :

- liens tissés lors de la période coloniale, notamment en Afrique occidentale et équatoriale,

- relations entre pays francophones (anciennes colonies et le Zaïre, Rwanda, Burundi),

- influence de la zone franc composée de 13 pays d'Afrique subsaharienne.

✧ **L'implantation française est forte :**

- Exploitation des ressources naturelles (pétrole, bois, métaux précieux, minerais),

- Travaux publics (routes, infrastructures).

✧ **Echanges commerciaux dynamiques :**

- Volumes des échanges entre la France et l'Afrique importants,
- La zone franc est un espace privilégié d'échanges,
- échanges également diversifiés vers d'autres pays.

2 - Plan de présentation du Lieutenant-colonel MAUVE :

" Les interventions françaises en Afrique subsaharienne ".

Après un rappel sur le cadre juridique et notamment sur l'ordonnance de 1959 ainsi que sur les principes d'action des interventions aujourd'hui, on distingue trois types d'interventions françaises :

- ✧ **Celles de type " Guerre froide ", qui dépassent le cadre régional,**
- ✧ **Celles de " remise en selle " de gouvernements déstabilisés,**
- ✧ **Celles, humanitaires, dont l'audience est internationale.**

3 - Plan de présentation du Commandant SERVOISE :

" **Le prépositionnement des forces militaires françaises en Afrique** ".

La particularité de la France est d'entretenir un contingent relativement important en Afrique, environ 8000 hommes, principalement répartis dans 6 pays.

✧ **Quantification de la présence dans les pays suivants :** Sénégal, Gabon, Côte d'Ivoire, Tchad, République Centrafricaine et Djibouti.

❖ **Les tendances de la présence à moyen terme :**

- désengagement de RCA,
- le renforcement des autres plateformes (Tchad, Gabon),
- la montée en puissance des compagnies tournantes.

4 - Points abordés lors du débat :

- Avec le resserrement du dispositif (disparition des EFAO), les missions des armées françaises en Afrique subsaharienne vont, à l'avenir, se concentrer sur l'aide aux armées locales et sur la protection des ressortissants nationaux.

Dans cette optique, la mise en place du concept dit " RECAMP " (Renforcement des Capacités Africaines de Maintien de la Paix) apparaît impérieux. Celui ci consiste à mettre sur pieds des forces régionales capables d'intervenir sous l'égide de l'ONU en cas de nécessité.

L'Afrique devient une zone d'oxygénation, étant entendu qu'en cas d'intervention réelle, la projection depuis la métropole fonctionnerait.

En contrepartie, il faut monter de bonnes forces de paix.

- Quelle est la logique qui soutend le désarmement de la France ?

Probablement pas les finances puisque la participation française en Afrique représente 4% du budget de la défense.

En revanche certains facteurs objectifs font que la politique française est contrainte :

- l'émergence de nouveaux pays essentiellement anglophones,
- l'attachement à une politique prioritairement européenne,
- la directivité de certains organismes internationaux (FMI, ONU...).

Enfin, le fait est que la France n'a pas occidentalisé l'Afrique. C'est bien le contraire qui s'est produit. L'amitié est devenue complicité puis connivence, empêchant toute liberté d'action à un quelconque réalisme politique.

ANNEXE 2

1 - Plan de présentation du Lieutenant-colonel ARNAUT :

" Chronologie des principaux conflits depuis l'indépendance " .

Depuis l'indépendance toutes les régions de l'Afrique subsaharienne ont été concernés par des conflits.

✧ **La corne de l'Afrique,**

✧ **Le Sahel,**

✧ **L'Afrique de l'ouest,**

✧ **L'Afrique centrale.**

La décolonisation a fait éclater les vastes entités géographiques formées par les colonisateurs et a provoqué la " balkanisation " du continent.

✧ **Les conflits anciens persistent ou s'exacerbent,**

✧ **De nouveaux contentieux se font jour.**

De nouveaux profils de conflictualité font également leur apparition : l'urbanisation, la drogue et le banditisme en sont les domaines principaux.

Aujourd'hui, les situations de conflits en Afrique sont nombreuses, avec des origines complexes et multiples.

2 - Plan de présentation du Capitaine de frégate BEZOU :

" Comparaison macro-économique sur ASIE-AMERIQUE LATINE-AFRIQUE ".

Introduction :

Quand on aborde le bilan économique de l'Afrique, le constat est un peu effrayant.

La plupart des pays les moins avancés appartiennent à l'Afrique subsaharienne, l'autosuffisance n'est pas partout assurée et la population souffre de malnutrition.

Selon une approche qualitative trois aspects caractérisent l'état économique de l'Afrique :

✧ **L'Afrique est absente des marchés mondiaux,**

- la part mondiale de l'économie africaine est en réduction,
- l'agriculture reste un secteur prépondérant mais les exportations diminuent,
- l'industrie est à la dérive.

✧ **Le poids de la dette extérieure est important,**

✧ **L'intégration régionale est absente,**

- comparaison avec l'Asie et l'Amérique latine,
- un marché qui reste cloisonné,

On peut également examiner quelques indicateurs économiques en les comparant à ceux de certains pays d'Asie et d'Amérique latine.

Tous les chiffres sont discutables. La notion de PIB n'a pas la même réalité partout.

✧ **Indicateurs des pays en développement,**

- PIB / habitant,
- croissance moyenne,
- importations / exportations.

3 - Plan de présentation du Chef de bataillon THIEBAULT :

" Principales crises politiques des 5 dernières années ".

La logique marxiste de la subversion a laissé place à une double dynamique : celle de la revendication religieuse ou identitaire et celle de l'argent.

✧ **Logiques nouvelles,**

- recrudescence des guérillas religieuses,
- résurgence des guérillas identitaires,
- émergence de la dynamique de l'argent.

La Russie, incapable de jouer son rôle en Afrique, et les Etats-Unis échaudés par l'échec somalien, laissent les mouvements insurrectionnels chercher de nouveaux appuis.

✧ **Des soutiens diversifiés,**

- les Etats voisins,
- le monde islamique,
- l'aide humanitaire,
- diasporas et mafias.

Les mouvements armés peuvent aujourd'hui compter sur un accès aisé aux moyens matériels et aux conseillers militaires leur permettant de se forger un outil à la mesure de leurs diverses actions.

✧ **Moyens militaires de lutttes armées,**

- la prolifération des armements légers,
 - une offre illimitée,
 - les mutations du marché,
 - une prolifération difficilement maîtrisable,
- la privatisation de la violence,
 - un développement spectaculaire,
 - une multinationale paramilitaire,

En Afrique subsaharienne, les guérillas prolifèrent, s'exprimant de façon de plus en plus violente.

✧ **Radicalisation des insurrections,**

- la fragmentation des acteurs,
- l'explosion de la violence,
- l'essor des guérillas urbaines.

ANNEXE 3

1 - Plan de présentation du Chef de bataillon ANGIBAULT :

" Le NIGERIA. Pôle de développement et de croissance. Les problèmes ".

Le Nigéria est un pays à forte potentialités économiques et démographiques, s'appuyant sur des conditions géographiques très favorables par sa position et par ses ressources du sous-sol. Il constitue déjà un pôle géopolitique du continent noir.

✧ **La dimension géographique,**

- carrefour de plusieurs axes stratégiques,
- importantes ressources énergétiques.

✧ **Le poids démographique,**

- un colosse démographique,
- revendique une influence culturelle,

✧ **L'importance économique,**

- le pétrole,
- puissance régionale.

Le mois d'octobre 1998 est une échéance majeure pour le Nigéria : l'autocratie militaire doit transmettre le pouvoir aux civils dans un pays doté d'élites certaines, d'une indépendance de la presse, d'une véritable structure judiciaire et d'une relative maturité démocratique.

Malgré la crise actuelle, le Nigéria est perçu aujourd'hui comme l'un des futurs pôles géopolitiques du continent.

2 - Plan de présentation du Commandant BEGUIN :

" La zone franc. Bilan et perspectives après la dévaluation. "

Cette dévaluation du franc CFA a été décidée sous la pression du FMI (Fond Monétaire International), pour enrayer la perte de compétitivité des pays de la zone et stopper le déclin économique qui en résultait.

Elle a été également motivée par le fait que la France voulait diminuer la charge financière qui découlait de la surévaluation du franc CFA.

✧ **Les pays de la zone,**

✧ **Les raisons de la dévaluation,**

❖ **Les modalités de cette dévaluation,**

- les nouveaux cours,
- les mesures d'aide,
- les ajustements.

❖ **Des résultats satisfaisants,**

- plan macroéconomique et financier,
- en terme d'inflation,
- reprise de la production,
- relance des exportations.

❖ **Un bilan contrasté,**

- sur la population,
- dans les différents pays de la zone.

Les résultats de cette dévaluation sont plutôt satisfaisants, comme le montrent les principaux indicateurs macro-économiques. Ce sont essentiellement le secteur agricole et les pays exportateurs qui en ont tiré bénéfice. En revanche, pour certains pays, les effets négatifs ont été prépondérants. C'est le cas du Mali, du Burkina et des Comores. Par ailleurs, partout, les populations ont été durement touchées par la perte de pouvoir d'achat inévitable qu'a engendré la dévaluation.

ANNEXE 4

1 - Plan de présentation du Lieutenant-colonel NASS :

" L'IRAN. Elément perturbateur en Afrique. ".

✧ **Les objectifs de l'Iran en Afrique,**

- retrouver un rôle dans la cour des grands,
- contrer l'influence occidentale,
- faire du commerce.

L'Afrique, une stratégie secondaire mais une opportunité à saisir.

✧ **Analyse du nouveau contexte,**

- un continent devenu facile d'accès depuis la fin de la guerre froide,
- une stature internationale à bon marché,
- nouveaux enjeux économiques et commerciaux.

Une stratégie handicapée par des logiques contradictoires : faut-il privilégier le combat idéologique ou bien une logique commerciale ?

✧ **Un constat,**

- des partenaires différents voire antagonistes selon le choix,

- les alliés africains naturels (musulmans) sont les plus pauvres,
- les partenaires économiques rentables sont réfractaires à l'Iran.

Action vers les pays sahéliens musulmans : trouver des alliés au sein de l'OCI (Organisation de la Conférence Islamique) contre les pays du Golfe.

✧ **Les résultats,**

- tournée dans les pays sahéliens, invitation à la réunion de l'OCI de la Gambie, du Mali, de la Guinée, du Niger, du Nigéria et du Togo,
- un bilan mitigé : une presse défavorable, quelques accords de coopération, création d'une ambassade du Mali à Téhéran,
- un seul succès : le Niger.

✧ **Rôle de l'allié traditionnel soudanais,**

- alliance de revers (Egypte, Ethiopie, Erythrée, Golfe, Yémen),
- relais de la propagande iranienne,
- formation bon marché de groupuscules terroristes,
- débouché pour industries d'armement.

Mais c'est un allié encombrant :

- surenchère intégriste contre productive,
- hostilité des pays d'Afrique du Nord et de la corne de l'Afrique,

La place de l'Iran dans la géopolitique africaine.

✧ **Atouts,**

- image attractive : défenseur des humiliés face à l'ex-colonisateur,
- conciliateur entre Soudan et Ouganda,
- force de proposition : créer une organisation de sécurité régionale Sud-Sud,
- image de résistant victorieux à l'influence occidentale.

Les étapes et les priorités.

✧ **Premier axe d'effort,**

- développer des liens avec 6 pays clés : Maroc, Egypte, Ethiopie, Nigéria, RDC, Afrique du Sud,
- y contrer la recolonisation des Etats-Unis surtout depuis le désengagement français,

✧ **Priorités,**

Ce sont les pays stables politiquement, solvables, avec des débouchés commerciaux,

- Afrique Australe : la plus proche et le meilleur potentiel commercial,
- les affaires : facteurs d'ouverture,
- Côte d'Ivoire, Gabon, Bénin, Ghana, Ethiopie, Ouganda, Zimbabwe et Afrique du Sud,
- peu de pays musulmans,
- Afrique francophone : tensions ethniques moins probables.

2 - Plan de présentation du Lieutenant-colonel OUATTARA :

" La LYBIE. Elément perturbateur en Afrique. " .

✧ **La situation géographique,**

- caractéristiques,
- limites.

✧ **Rappel historique,**

- implications au Tchad,
 - voisinage géographique,
 - les liens,
 - les ambitions du Colonel KADHAFI,
- la bande d'Aouzou,
 - caractéristiques,
 - les traités,
- la rébellion touarègue,
 - la politique libyenne,
 - le conditionnement des touaregs.

✧ **Les autres actions de perturbation.**

3 - Plan de présentation du Commandant RIO :

" Les nouvelles menaces en Afrique. "

L'Afrique est depuis le début de la décolonisation l'objet de tels enjeux qu'il apparaît délicat de discerner, parmi l'ensemble des facteurs qui se conjuguent pour déstabiliser le continent, ceux qui constituent une nouvelle menace.

D'une façon inévitablement subjective, on est conduit à écarter plusieurs facteurs de déstabilisation qui conservent néanmoins toute leur pertinence.

✧ Les menaces qui ne sont pas nouvelles,

- l'érosion des sols,
- les déséquilibres économiques,
- l'instabilité politique,
- le poids de la démographie.

L'Afrique subsaharienne, sous sa pression démographique, n'a d'avenir que dans le développement économique. Tout facteur qui peut entraver ou détourner ce développement constitue, au delà du constat immédiat, une véritable menace à moyen ou long terme. En outre, toute remise en cause du tissu social des sociétés africaines, déjà fragilisées, risque de miner les bases d'un développement futur.

On peut donc classer les nouvelles menaces en deux groupes :

- celles qui s'opposent plus ou moins au développement économique,

- celles qui, menaçant le tissu social et sa cohésion, attaquent les fondements même de la société africaine de demain.

❖ **Les freins au développement,**

- l'instabilité, frein à l'entreprise,
- la concurrence des PECO,
- le brain-drain à l'africaine,
- le charity business,
- la criminalité organisée.

❖ **Les menaces à la cohésion sociale,**

- le SIDA,
- le choc télévisé des cultures,
- l'analphabétisation,
- la toxicomanie.